

Presto

Minute ludique

Chaque jour, nos confrères de France Bleu Berry consacrent une minute à la LGV. En fait un peu plus, le temps que soit formulée la question du jour auquel un journaliste va ensuite répondre de manière ludique et fort précise. Pour que le message passe parfaitement bien, la minute de la LGV, diffusée deux fois dans la journée, s'est vu attribuer une périodicité aussi ponctuelle qu'un horaire de la SNCF : 7h17 et 18h45. Une belle initiative.

Union sacrée ?

L'appel "au bon sens et à la raison" lancé la semaine passée par Louis Pinton, Jean-François Mayet, Jean Aucclair et Nicolas Fortissier, tous membres de l'UMP, serait-il un premier coup de canif dans l'entente cordiale que les élus de tous bords du Grand Centre ont appelé de leurs vœux pour la ligne à grande vitesse. A la veille du débat public de Déols, la démarche des élus de l'Indre et de la Creuse peut en tout cas surprendre le grand public déjà peu enclins à s'intéresser au sujet...

L'Indre modernise le POCI

L'Indre a décidé de participer à la modernisation de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse. A l'occasion de sa séance plénière du 14 novembre dernier, le conseil général a décidé de prendre la maîtrise d'ouvrage pour la suppression de trois passages à niveau sur cette ligne POCI, deux sont situés sur la commune de Montierchaume et un dans la commune de Migoux. Le coût global de l'opération est estimé à plus de 12 millions d'euros. Les premières études devraient débuter en 2012. "Pour nous, moderniser la ligne historique et nous raccorder au mieux à la ligne grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon, c'est le même enjeu. Celui de permettre à l'Indre de rester compétitive et d'attirer de nouveaux habitants", expliquait récemment Louis Pinton, le président du conseil général. Cette opération permettra notamment un relèvement de la vitesse des trains et une meilleure sécurisation de la ligne. ■

Grande vitesse

Dialogue de sourds à Déols

L'étape indienne du débat public sur le projet Paris-Orléans-Clermont-Lyon n'a pas déçu. Les élus de tous bords du Centre, du Limousin et d'Auvergne ont travaillé avec Réseau ferré de France pendant trois heures.

Si le débat public sur le projet de ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon (Pocl) qui s'est tenu mercredi 16 novembre à Déols était une pièce de théâtre, le titre en serait *Dialogue de sourds*. Deux positions se sont en effet confrontées pendant trois heures sans jamais se rejoindre. Réseau ferré de France (RFF), par la voix du responsable du projet, Thomas Allary, a tiré les premières cartouches en présentant les quatre tracés proposés. Son exposé a clairement laissé apparaître que les options les plus favorables au Berry et à la Sologne, ouest-sud et ouest, comportent certains inconvénients. Il a mis en avant le coût environnemental, lié à la traversée du Val-de-Loire, classé au patrimoine mondial de l'Unesco, et à celle de la Sologne, plus grande zone Natura 2000 d'Europe. Ils présentent également comme handicaps leurs coûts (un milliard d'euros de plus pour le tracé ouest-sud que les autres) et leurs potentiels de voyageurs (un million de moins que les deux autres).

Loin de se résigner, les élus de l'Indre sont montés au créneau pour à tour (le sénateur maire et président de la communauté d'agglomération de Châteauroux Jean-François Mayet, le sénateur et président du conseil général Louis Pinton, le député-maire de La Châtre Nicolas Fortissier...). Le tracé ouest-sud a été plébiscité. Un concept est revenu à maintes reprises, celui d'aménagement du territoire. Une intervention, résume la tonalité d'ensemble, celle du docteur Anne-Marie Aubry, suppléante du conseiller général de Châteauroux ouest Michel Durandeau. Pour elle « *Verzon est une gare de correspondances sous-exploitée* ». Il existe selon elle un risque de voir « *un nord sur-développé et un sud qui crève* ».

"Un nord sur-développé et un sud qui crève"

Les élus de l'Indre ont reçu, outre le renfort d'acteurs économiques locaux, celui très marqué de leurs homologues d'Orléans, de la Creuse, de la Haute-Vienne et de l'Auvergne, très présents au cours des débats et surtout jusqu'à leur terme...

Information

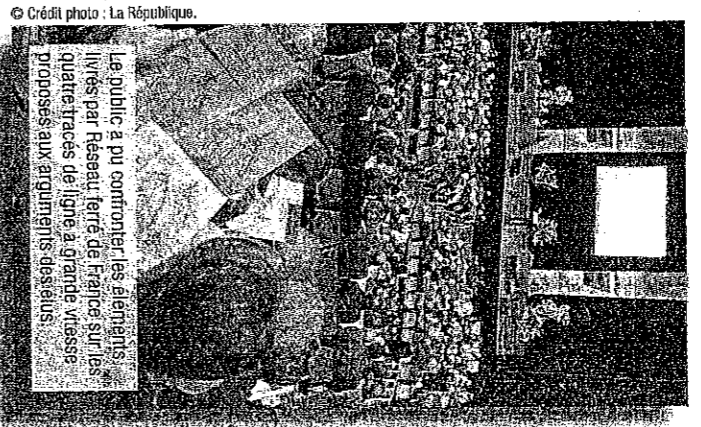
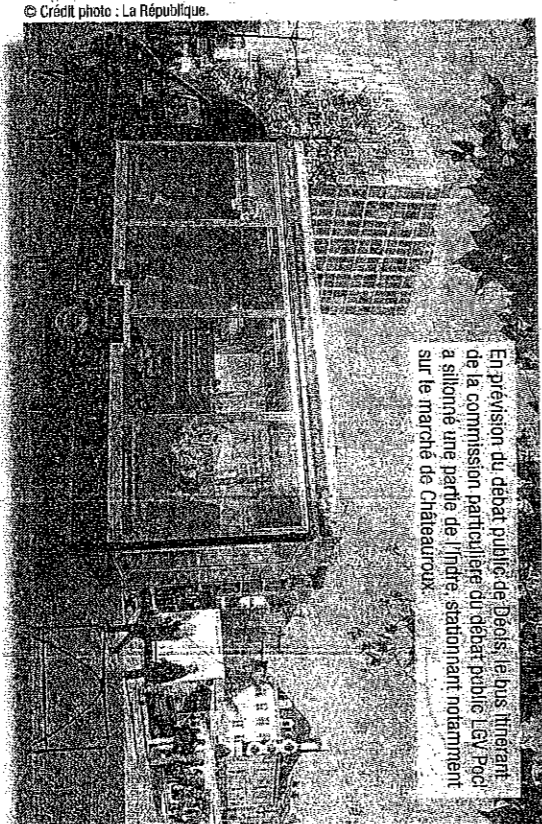
Bus du Pocl : le cœur n'y était pas

La commission du débat public du projet de ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon a sillonné une partie de l'Indre avant la réunion de Déols. Une animation a minima pour un public peu enthousiaste.

Il est identifié sur le site Internet de la commission particulière du débat public LGV Pocl comme la « *commission mobile* ». Le bus itinérant « *a pour mission d'informer la population sur la tenue du débat public* ».

du projet de Ligne à Grande Vitesse Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon et de l'inciter à y participer ». Il suffit d'avoir assisté aux interventions en terre indienne à la veille de la date déolaise du débat public pour se rendre compte

En prévision du débat public de Déols, le bus itinérant de la commission particulière du débat public LGV Pocl a sillonné une partie de l'Indre, stationnant notamment sur le marché de Châteauroux.



Le public a pu confronter les éléments livrés par Réseau ferré de France sur les quatre tracés de ligne à grande vitesse proposés aux arguments des élus.

Une voix dissonante s'est faite entendre, celle d'Europe écoloie Les Verts, qui a opposé « *le réveil du Pocl aux besoins de mobilité actuels* ». Ce à quoi Thomas Allary a rétorqué que « *la rénovation du réseau existant est la priorité de RFF* ». ■ Florent Pétion florent.petion@larpubliquehebdo.fr

que l'incraction en question ne se révèle pas extrêmement virulente, mais uniquement de principe. Au mieux la population indienne a pu découvrir un petit car-podium et son chauffeur, accompagné d'une animatrice apprenant les rues et les allées du marché afin de distribuer des tracts et d'en glisser sur les pare-brise.

Un véhicule stationné de manière passive

Au pire les habitants de l'Indre ont dû se contenter du véhicule stationné en un lieu certes stratégique mais de manière passive. A croire que le cœur n'y est pas et que les dés sont jetés, ce qui n'est pas à même de rassurer une population qui n'a déjà pour l'heure pas de quoi être optimiste. ■ F.R

N° 64 - Semaine du 18 au 24 novembre 2011
La République